



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES VOSGES

DIRECTION DE LA COORDINATION,
DE L'EVALUATION ET DU SUIVI DES
POLITIQUES PUBLIQUES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

EG

ARRETE

N° 697/2011

autorisant la société BOULANGER à exploiter une carrière à Rouvres-la-Chétive.

Le Préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le Code Minier,
- VU le Code de l'Environnement,
- VU le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives,
- VU le décret n° 99-116 du 12 février 1999 modifié relatif à la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier,
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux,
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU la demande présentée le 5 février 2010 par M. Rémy BOULANGER, Directeur de la société BOULANGER, dont le siège social est situé à « La Tuilerie » - CHATENOIS (88170), en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de pierres calcaires sur le territoire de la commune de Rouvres-la-Chétive, au lieudit « Les Vieilles Vignes », la superficie totale affectée à l'exploitation étant de 107 406 m² dont 93 916 m² réellement exploitables, la production maximale annuelle sollicitée étant de 50 000 tonnes et la durée d'exploitation de 10 ans,
- VU l'avis de recevabilité de l'Inspection des Installations Classées en date du 7 mai 2010,
- VU la décision n° E10000086/54 en date du 9 juin 2010 du Président du Tribunal Administratif de Nancy désignant M. Hassen EMBARK, en qualité de commissaire enquêteur,
- VU l'arrêté préfectoral n° 1709/2010 du 12 juillet 2010 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique, du 16 août au 16 septembre 2010 inclus, sur la demande de la société BOULANGER,
- VU l'avis de l'autorité environnementale du 16 juillet 2010,
- VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur reçus à la Préfecture des Vosges, le 4 octobre 2010,
- VU les avis des services et Conseils Municipaux consultés,

VU le rapport et le projet d'arrêté établis par l'Inspection des installations classées, le 19 octobre 2010,

VU l'arrêté préfectoral n° 163/2011 du 4 janvier 2011 prolongeant de trois mois le délai imparti au Préfet des Vosges pour statuer sur la demande de la société BOULANGER,

VU l'avis favorable de la formation spécialisée dite « des carrières » de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, au cours de sa séance du 22 mars 2011,

VU le projet d'arrêté adressé, pour observations éventuelles, à la société BOULANGER, le 24 mars 2011,

CONSIDERANT que la société BOULANGER a fait savoir au Préfet des Vosges, le 30 mars 2011, qu'elle n'avait aucune remarque à formuler sur ce document,

CONSIDERANT que les prescriptions fixées par le présent arrêté visent à garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges,

ARRETE :

Article 1.

La société BOULANGER, dont le siège social est situé à « La Tuilerie » - CHATENOIS (88170), est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de plaquettes calcaires aux endroits ci-dessous précisés :

COMMUNE	LIEU-DIT	SECTION	N° DE PARCELLE
ROUVRES LA CHETIVE	Les Vieilles Vignes	ZL	7, 8a, 8b, 9, 50 et 75
	SUPERFICIE TOTALE	107 416 m ² dont 93 900 réellement exploitables	

et repris sur le plan cadastral joint à la demande et dont un exemplaire est annexé au présent arrêté.

L'autorisation est accordée pour **10 ans** qui inclut la remise en état.

Article 2.

L'activité autorisée est visée au numéro suivant de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

N°	ACTIVITES	REGIME
2510.1	Carrière (exploitation de) Capacité maximale annuelle : 50.000 tonnes Capacité moyenne annuelle : 46.000 tonnes Tonnage total autorisé : environ 450 000 tonnes	Autorisation

Article 3.

Les produits extraits sont principalement destinés aux besoins de l'entreprise BOULANGER (TP2B) pour la réalisation de soubassement de plateformes et en renforcement des chemins ruraux et forestiers.

Les modalités d'extraction sont celles présentées dans le dossier de demande d'autorisation et concernent notamment :

- le décapage sélectif des terres de recouvrement,
- l'extraction qui aura lieu par engins mécaniques terrestres.

Article 4.

La société BOULANGER adressera au Préfet le document établissant la constitution des garanties financières, dès qu'auront été mis en place les aménagements du site permettant la mise en service effective de la carrière, tels qu'ils sont précisés au paragraphe 5.1 ci-après.

Article 5.

L'exploitation sera réalisée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière, notamment suivant les prescriptions ci-après.

5.1. AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES

5.1.1. L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

5.1.2. Préalablement à la mise en exploitation de la carrière :

- l'exploitant placera des bornes en tous les points nécessaires, pour déterminer le périmètre de l'autorisation.
Ces bornes devront demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
- l'exploitant mettra en œuvre les prescriptions édictées par l'arrêté SRA n° 2010 - 102 du 02 mars 2010 du Préfet de la Région Lorraine aux fins de réalisation d'un diagnostic archéologique préventif. A l'issue de ce diagnostic, l'exploitant sera informé par le Préfet de Région des suites éventuelles données.

Le document relatif aux suites données audit diagnostic sera transmis dès réception à l'inspection des installations classées.

5.1.3. Une haie arbustive sera mise en place sur la face Ouest du site (essences locales) ainsi que sur une partie de la face Nord. Les haies existantes seront toutes conservées.

5.1.4. Un panneau « Stop » sera implanté à l'intersection du chemin de sortie de la carrière avec la voie communale n° 5.

5.1.5. Patrimoine archéologique

En sus des dispositions prévues en 5.1.2 ci-dessus, l'exploitant sera tenu, durant l'exploitation proprement dite, de porter toute découverte archéologique à la connaissance du service

régional de l'Archéologie de Lorraine (03.87.56.41.10). Chacune de ces découvertes pourra faire l'objet de prescriptions spéciales.

5.2. CONDUITE DE L'EXPLOITATION

Le décapage sera réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles seront stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Les extractions dans la zone correspondant à la phase 1 d'exploitation telle que prévue dans le dossier de demande, ne seront menées que sur les terrains dont la cote du terrain naturel est supérieure à 463,20 m NGF.

Les délaissés obtenus resteront à l'état de prairie.

Dans cette même zone, aucun endroit de la piste d'accès à la carrière ne présentera de point inférieur à cette même cote.

Ces dispositions conduiront à créer une fosse de récupération des eaux de ruissellement permettant d'éviter tout déversement de ces eaux hors du site de la carrière.

Epaisseur d'extraction :

- épaisseur d'extraction maximale : 4 à 7 mètres,
- cote minimale NGF: 463 mètres sauf dans la zone citée en 5.2 ci-dessus (463,20 mètres)

L'exploitation sera menée suivant le principe du réaménagement coordonné et simultané, conformément au plan de phasage prévu dans la demande, dont un exemplaire est annexé au présent arrêté.

5.3. SECURITE DU PUBLIC

5.3.1. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière sera contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès sera interdit.

L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert sera interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger sera signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

5.3.2. Les bords des excavations de la carrière seront tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre, sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface, dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas sera arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prendra en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

5.4. REGISTRES ET PLANS

5.4.1. Un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière sera établi.

Sur ce plan seront reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter, ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,

- les bords des fouilles,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- la position des ouvrages visés au paragraphe 5.3.2 ci-dessus.

Ce plan sera établi au début de l'exploitation du site et sera mis à jour au moins une fois par an. Le plan ainsi mis à jour sera transmis chaque année à l'inspection des installations classées.

5.4.2. Déclaration d'accidents ou d'incidents

L'exploitant est tenu de déclarer à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations, lorsque ceux-ci sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Livre V du Code de l'Environnement.

5.5. PREVENTION DES POLLUTIONS

5.5.1. Généralités

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation, pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisances par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et des abords placés sous le contrôle de l'exploitant, seront maintenus en bon état de propreté.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules seront aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne devront pas être à l'origine d'envois de poussières, ni entraîner de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques.

5.5.2. Prévention des pollutions accidentelles

Les livraisons en combustible, le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier seront réalisés sur une aire bétonnée étanche munie d'une capacité de rétention d'un volume au moins égal au volume de la citerne de livraison et d'un séparateur d'hydrocarbures à obturation automatique. Les dispositifs de livraison (pistolets) seront équipés d'un système de protection au débordement.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sera associé à une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage sera constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention pourra être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1.000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle sera inférieure à 1.000 litres.

Le stationnement des engins à pneus de la carrière se fera sur cette aire étanche en fin de période d'activité et les jours fériés. Cette aire étanche pourra être celle citée au 1^{er} alinéa du présent article.

Les engins à chenilles, à défaut de stationner sur cette aire, devront être équipés d'une rétention à demeure.

Les produits récupérés en cas d'accident ne pourront être rejetés et devront être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Des matériaux absorbants seront disponibles sur le site et dans chaque engin.

5.5.3. Rejets d'eau dans le milieu naturel

Tout éventuel rejet d'eau au milieu naturel devra être effectué suivant les prescriptions édictées à l'article 18.2.2 de l'arrêté du 22 septembre 1994, à savoir :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- température inférieure à 30 °C ;
- matières en suspension totale (MEST) à une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90.105) ;
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) à une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90.101) ;
- hydrocarbures à une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90.114).

5.5.4. Poussières

L'exploitant prendra toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

Par temps sec, le chemin d'accès au site et les pistes seront arrosés à l'aide de tout moyen adapté.

5.5.5. Incendie

Chacun des engins évoluant sur la carrière devra être doté d'un matériel adapté pour lutter contre un incendie.

5.5.6. Déchets

Toutes dispositions seront prises pour limiter les quantités de déchets produites, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets seront collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tous autres produits dans des conditions qui ne soient pas de nature à produire les effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, et, d'une façon générale, à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballage visés par le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979, modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux.

Le stockage temporaire des déchets dans l'enceinte de l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doit être fait dans des conditions qui ne portent pas ou ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement. A cette fin :

- les dépôts doivent être tenus en état constant de propreté et aménagés de façon à ne pas être à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs),
- les déchets liquides ou pâteux doivent être entreposés dans des récipients fermés, en bon état et étanches aux produits contenus. Les récipients utilisés doivent comporter l'indication apparente de la nature des produits,
- les aires affectées au stockage de déchets doivent être pourvues d'un sol étanche aux produits entreposés et aménagées de façon à pouvoir collecter la totalité des liquides accidentellement répandus,
- les aires doivent être placées à l'abri des intempéries pour tous dépôts de déchets en vrac ou non hermétiquement clos susceptibles d'être à l'origine d'entraînement de polluant par l'intermédiaire des eaux pluviales.

Le stockage de déchets doit être effectué de façon à ne pas entreposer sur une même aire des produits incompatibles entre eux de par leur nature.

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Tout brûlage à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdit.

Pour chaque enlèvement, les renseignements minimums suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, listings informatiques) et conservé par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature,
- origine et dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

5.5.7. Bruit

Tout travail d'exploitation est interdit les samedis, dimanches et jours fériés. Seuls pourront être initiés les samedis, des travaux exceptionnels d'entretien du matériel.

L'exploitation sera menée en période exclusivement diurne (7h-22h) de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les bruits émis ne devront pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse, ...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB (A), d'une émergence supérieure à 5 dB (A).

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruits mesurés, lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans la deuxième partie de l'instruction technique

annexée à l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement, par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches, occupés ou habités par des tiers et existant à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré L_{Acq}.

L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation, est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Le niveau limite de bruit à ne pas dépasser en limite du périmètre d'exploitation est fixé à 70 dB (A).

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, devront être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, ...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

5.5.8. Vibrations

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement seront applicables.

5.6. POLICE

L'exploitation de la carrière visée par le présent arrêté sera soumise aux lois et règlements qui la concernent et notamment aux dispositions des décrets n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à la police des carrières (application de l'article 107 du Code Minier), et n° 80-331 du 07 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives.

5.7. TRANSFERT DES MATERIAUX ET TRANSPORTS

Les véhicules de desserte des matériaux accèderont à la carrière par la voie communale n° 5. En aucun cas, ils ne pourront transiter (aller ou retour) par LANDAVILLE LE HAUT.

Un panneau « Stop » conforme au Code de la Route sera implanté à l'intersection du chemin de sortie du site et la voie communale n° 5.

Article 6. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Toute demande de changement d'exploitant est soumise à autorisation préfectorale préalable. La demande doit être présentée au moins 3 mois avant le changement sollicité.

Article 7. **REMISE EN ETAT**

7.1. Lorsque la zone impactée par les extractions prévues en phase 1 aura fait l'objet d'un réaménagement total, à savoir un régalage de terre et un ensemencement, l'exploitant fera diligenter une étude floristique par un organisme spécialisé aux fins de s'assurer de la qualité de la prairie reconstituée. En cas de déficience observée, un enrichissement pourra être décidé.

Un résultat identique, en terme de reconquête de la prairie, devra être obtenu pour la zone représentant la phase 2.

7.2. L'exploitant notifiera la fin de remise en état à Monsieur le Préfet des Vosges.

7.3. En fin d'exploitation, la société BOULANGER remettra le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Livre V du Code de l'Environnement.

La remise en état sera strictement coordonnée à l'extraction selon les modalités prévues dans l'étude d'impact.

Les travaux d'extraction de matériaux devront être arrêtés à une date qui, par rapport à la fin de validité du présent arrêté, dégagera le délai nécessaire à l'exécution de la fin des travaux de réaménagement final du site dans les conditions ci-dessus énoncées.

La remise en état sera achevée avant la date d'expiration de l'autorisation.

7.4. La remise en état des lieux comportera également les dispositions suivantes :

- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site,
- le réaménagement des fronts de taille à 45° avec des stériles d'exploitation puis de la terre végétale régalée,
- le modelage paysager de ces fronts réaménagés afin d'obtenir un aspect irrégulier aux délaissées périphériques,
- le régalage de terre sur le carreau de la carrière en veillant également à modeler le fond du site,
- la création de zones prairiales sur les carreaux régalés.

Article 8. **FIN D'EXPLOITATION**

8.1. L'exploitant notifiera au Préfet la date de l'arrêt définitif de ses installations au moins 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation.

8.2. Le dossier présenté à l'appui de cette notification comprendra le plan topographique à jour des terrains d'emprise de la carrière précitée, accompagné de photographies, le plan de remise en état définitif et un mémoire sur l'état du site. Le mémoire précisera notamment :

- les incidents et désordres survenus au cours de l'exploitation,
- les conséquences prévisibles de l'abandon sur le milieu, en particulier sur l'écoulement et la qualité des eaux,

- les mesures compensatoires complémentaires éventuellement nécessaires pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement,
- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement.

8.3. Lorsque les travaux prévus pour la cessation d'activité par l'arrêté d'autorisation ou par un arrêté complémentaire seront réalisés, l'exploitant en informera le Préfet.

Article 9. PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX GARANTIES FINANCIERES (REMISE EN ETAT COORDONNEE A L'EXPLOITATION)

9.1. Le montant des garanties financières, en euros, permettant d'assurer la remise en état est fixé à :

- 61 300 pour la phase 1,
- 57 200 pour la phase 2.

9.2. MODALITES D'ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Si l'augmentation de l'indice TPO1 atteint au moins 15 % sur la période d'autorisation, le montant des garanties financières devra être actualisé avant son terme.

L'indice TPO1 de référence est de 652,5 correspondant au mois de mai 2010.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières, sera subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

L'absence de garanties financières entraînera la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 514-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement.

Le Préfet fera appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Article 10.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

Elle cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de 3 ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 11.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et par les tiers, dans un délai d'un an à compter de la dernière formule de publicité, dans les conditions prévues par les articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du Code de l'Environnement.

Article 12.

L'administration se réserve le droit de prescrire en tout temps, toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions ci-dessus énoncées qui seraient reconnues nécessaires.

Elle se réserve, en outre, le droit de révoquer la présente autorisation dans le cas où elle présenterait de sérieuses menaces pour la salubrité publique, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à un dédommagement quelconque.

Article 13.

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges, le Sous-Préfet de NEUFCHATEAU, l'Inspection des installations classées et le Maire de ROUVRES-LA-CHETIVE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera déposée à la mairie de ROUVRES-LA-CHETIVE et pourra y être consultée. Un exemplaire sera également affiché à la mairie précitée et publié sur le site internet de la Préfecture des Vosges pendant une durée minimum d'un mois et en permanence, de façon visible sur le site, par les soins de la société BOULANGER. Un avis sera par ailleurs inséré, par les soins du Préfet des Vosges et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans le département des Vosges.

Epinal, le 31 MAR 2011

Le Préfet,

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Hugues MALEFORT

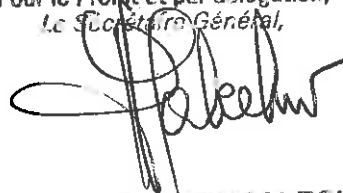
PREFECTURE DES VOSGES

Quatre documents vus pour être annexés à l'arrêté préfectoral n° 697/2011 en date de ce jour.

Epinal, le 31 MAR 2011

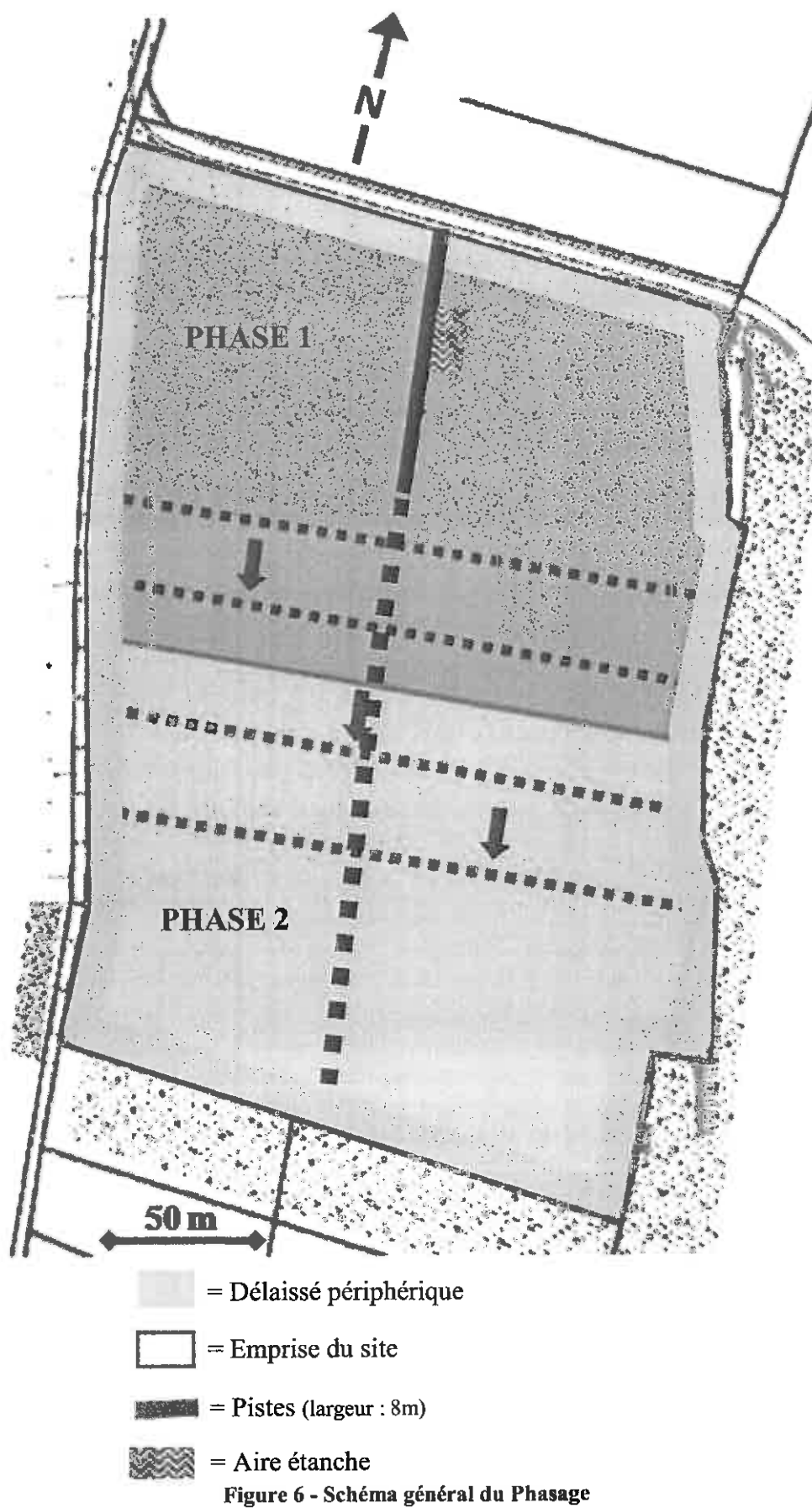
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



HUGUES MALECKI





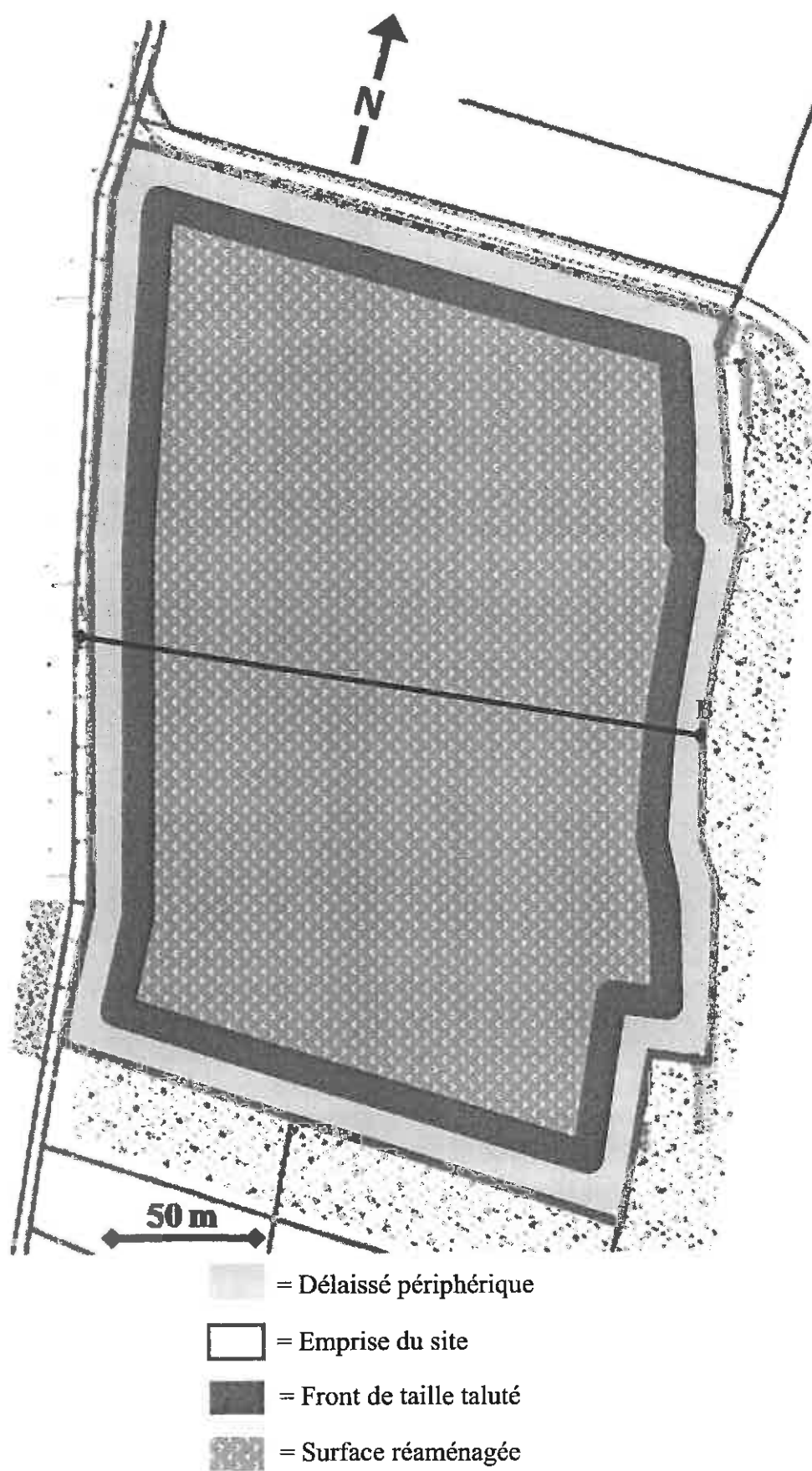


Figure 11 - Schéma du site après réaménagement

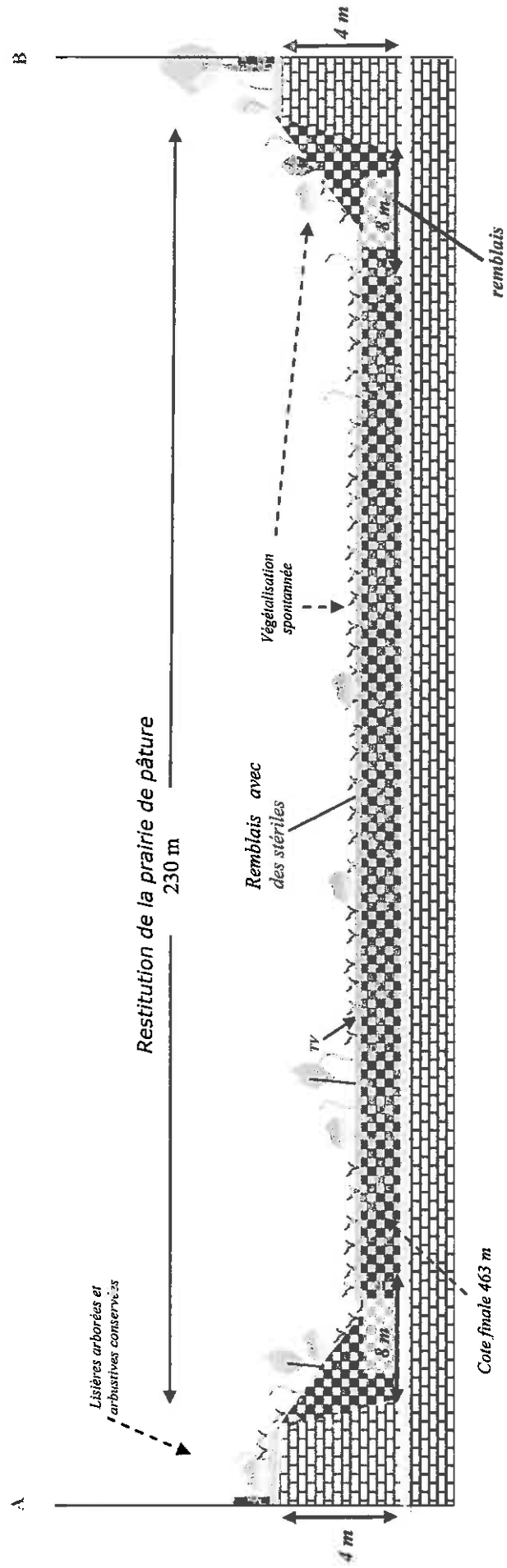


Figure 12 - Coupe schématique A-B du site après exploitation (fin de phase 2)